



le 1^{er} juillet 2021

MALAISE DANS LA COLLECTIVITE UNE RÉELLE INQUIÉTUDE DES AGENTS ?

Le Président regrette la dégradation du dialogue social alors qu'il exprime par ses prises de paroles et comportements un mépris et une hostilité à l'encontre des représentants du personnel.

Il est très surprenant de voir la réactivité dont fait preuve le Président pour ses communiqués à destination des agents et des administrés alors que les organisations syndicales n'ont même pas reçu de réponses à la lettre ouverte qui lui a été adressée le 2 juin 2021 en intersyndicale.

Il est bien moins réactif quand il s'agit d'organiser un nouveau CT, entre 8 et 30 jours, comme le lui impose la loi.

De fait, le Président en imposant les Lignes Directrices Gestion par arrêté et contre l'avis du comité technique, sans concertation avec les élus communautaires démontre, une fois de plus sa méthode de désinformation, visant à discréditer les organisations syndicales.

Il se présente en sauveur des avancements de grades alors que ces derniers n'ont jamais été aussi opaques et insuffisants.

Tous les moyens sont bons, au travers de "la parole est à vous", de la note interne du Président du 22 juin et du communiqué de presse du 24 juin, pour déconsidérer et essayer de destabiliser les organisations syndicales et rendre le dialogue social stérile.

Qu'on ne s'y trompe pas, toutes les réunions dont parle le Président et la Direction Générale ne sont que des points d'informations.

Les Organisations Syndicales estiment aujourd'hui, qu'au travers de la Direction Générale, nous n'avons pas les bons interlocuteurs. Elles exigent d'avoir la présence du Président pour les dossiers importants comme les 1607H, car rappelons le, il est l'autorité territoriale.

Il est plus que temps, de respecter les représentants du personnel et la tenue des instances paritaires, et de rétablir de réelles négociations collectives de qualité dans l'intérêt des agents métropolitains pour un service public de qualité.

Un autre choix est possible pour le Président de la Métropole : Défendre le service public et ses agents, refuser la régression sociale !